

Les trains sans conducteur arrivent en Suisse

TRANSPORT Plusieurs compagnies régionales préparent des projets pilotes de trains entièrement ou partiellement automatisés. L'Office fédéral des transports attend de la branche des solutions coordonnées. En France, la SNCF a une longueur d'avance

BERNARD WUTHRICH
@bdwuthrich

Quel est le point commun entre un train fantôme de fête foraine, le métro M2 et les bus électriques testés notamment par CarPostal, les TPG et les TPF? Il n'y a pas de pilote à bord. Ces véhicules sont contrôlés à distance et, dans certains cas, équipés de capteurs qui permettent de «lire» la signalisation ainsi que le parcours qu'ils empruntent. Verra-t-on bientôt des trains circuler sur le réseau suisse selon ce modèle? C'est probable.

La machine est en route. Plusieurs opérateurs piaffent d'impatience pour mener des projets pilotes sans pilotes. En 2018, la compagnie Südostbahn (SOB) avait annoncé son intention de recourir au système ATO (Automatic Train Operation) sur un tronçon de 20 kilomètres dans le Toggenburg saint-gallois. L'Office fédéral des transports (OFT) avait donné son feu vert, rappelle son porte-parole, Andreas Windlinger.

Mais il avait assorti son accord d'une exigence: «Pour l'OFT, il est

important que les tests se fassent dans le cadre du groupe de travail mis sur pied par l'Union des transports publics (UTP).» En d'autres termes, l'administration veut éviter que chacun se lance dans cette aventure sans se coordonner avec les autres. C'est pourquoi l'UTP a mis sur pied cet organe interne. Celui-ci a pour mission de mettre en œuvre en Suisse le système européen de gestion du trafic ferroviaire connu sous la dénomination ERTMS.

Projets en Suisse orientale

Les Transports publics lausannois (TL) et neuchâtelois (TransN) font notamment partie de ce forum interne. Celui-ci est en train d'élaborer une «solution de branche» et de définir des standards d'homologation pour les lignes à voie métrique et celles qui ont un écartement normal. Il faut préciser qu'il existe plusieurs degrés d'assistance au pilotage, avec ou sans conducteur, avec ou sans présence de personnel à bord.

Quelques projets concrets sont prêts à démarrer. SOB mise sur

la conduite semi-automatisée entre Saint-Gall et le Toggenburg et entre les rives du lac de Zurich et Arth-Goldau. «Ces projets sont prévus en trafic mixte et le personnel est prêt à intervenir en cas d'imprévu», a expliqué le chef du projet, Roger Dällenbach, dans le cadre d'un colloque organisé à Saint-Gall.

«D'ici à 2030, nous prévoyons de faire circuler des rames vides, sans passagers, entre Worblaufen et Berne»

ANDRÉ SCHWEIZER, RESPONSABLE TECHNIQUE DE RBS

Tout près de là, la compagnie Appenzeller Bahnen (AB) compte remplacer le train à crémaillère qui relie, sur 2 petits kilomètres mais en forte pente (jusqu'à 253 pour mille), Rheineck à Walzenhausen par une voiture entièrement automatisée, sans personnel à bord. Le contrôle sera effectué à distance par la centrale d'explo-

tation, précise Martin Stamm, responsable du matériel roulant chez AB.

Sur le Plateau, la société de transport régional Berne-Soleure (RBS) prévoit de faire manœuvrer ses trains tout seuls en gare de Bätterkinden. «A cet endroit, certaines rames rebroussement chemin. Les risques sont peu élevés.

L'accumulation de ces expériences permettra de fixer avec l'OFT le cadre légal, sécuritaire et technique dans lequel les trains pourront être autorisés à circuler sans mécanicien. «Nous ne voulons pas de patchwork. La coordination au sein de la branche est nécessaire. Elle doit permettre de définir les priorités, les buts et le potentiel des entreprises», ajoute Andreas Windlinger. Les CFF sont, bien entendu, aussi de la partie.

Doutes syndicaux

En France, la SNCF a lancé un programme «Train autonome» en collaboration avec un consortium de constructeurs, dont Alstom. Les premiers essais, portant sur la reconnaissance des signaux, la géolocalisation et le pilotage semi-autonome, ont été effectués ces derniers mois dans la région Hauts-de-France. «L'ATO devient une réalité partout. Il s'agit de vérifier que le train, voit, pense et décide de manière sûre et au bon moment», résume Stéphane Feray Beaumont, vice-président d'Alstom chargé de l'innovation. «Les essais ont permis de démon-

trer que le train était capable de détecter un obstacle et de s'arrêter avant celui-ci», salue-t-il. «Notre objectif est de répondre à toutes les situations imaginables d'ici à 2027-2028», reprend-il. Alstom est d'ailleurs partenaire du programme SOB.

Pour Markus Scheidegger, responsable du dossier chez Siemens Mobility, les trains autonomes comportent un gros potentiel logistique: économies d'énergie et de freinage, réseau plus stable, ponctualité et capacités accrues. Pas si vite, freine Hubert Giger, qui fait figure de poil à gratter dans cette affaire. Le président du Syndicat des mécaniciens-les locomotives ne partage pas cet optimisme. Selon lui, l'analyse coûts-bénéfices plaide en défaveur de l'automatisation. «Je doute que celle-ci permette vraiment de réduire les besoins en personnel et d'augmenter les capacités. Et je crains qu'elle n'augmente les risques de sécurité», critique-t-il. «L'automatisation intégrale est une voie sans issue», martèle-t-il. Les expériences à venir diront ce qu'il en est réellement. ■

Truth Social, le mini-réseau social alternatif où Donald Trump ment impunément

TECHNOLOGIE Lancé il y a neuf mois, Truth Social compte un demi-million d'utilisateurs, loin des 250 millions de Twitter. Mais aux Etats-Unis, c'est le réseau alternatif le plus populaire où l'ancien président diffuse des théories complotistes

ANOUCHE SEYDTAGHIA
@Anouch

Donald Trump sera-t-il à nouveau actif sur Twitter? Les paris sont lancés depuis l'annonce du réseau social de réactiver son compte durant le week-end. Une décision qui porte avant tout la patte d'Elon Musk, le nouveau propriétaire de Twitter sondant les utilisateurs sur un retour de l'ancien président américain. Résultat: plus de 15 millions de votes et une majorité de 52% d'avis favorables.

En attendant que Donald Trump s'adresse peut-être à nouveau à ses fidèles 87 millions d'abonnés sur Twitter – rappelons qu'il avait été banni de cette plateforme début janvier 2021 après l'assaut du Capitole –, que devient Truth Social? Lancé en février 2022, ce réseau social alternatif avait été créé par l'ancien président américain, désireux de posséder sa propre plateforme. Le 28 octobre dernier, jour de la prise de contrôle de Twitter par Elon Musk, Donald Trump écrivait ceci sur son compte Truth Social: «Truth Social est devenu un phénomène. La semaine passée, il a enregistré des chiffres plus importants que toutes les autres plateformes, dont TikTok, Twitter, Facebook et les autres.» Le politicien ajoutait être «très content que Twitter soit désormais dans des mains saines et ne sera plus dirigé par des fous et des maniaques de la gauche radicale.»

Comparaison avec Twitter

La réalité est tout autre concernant les audiences des réseaux sociaux mentionnés par Donald Trump. Aujourd'hui, Facebook compte environ 2,9 milliards d'utilisateurs se connectant au moins une fois par mois, TikTok un milliard et Twitter plus de 544 millions. Quant à Truth Social, il ne serait en mesure de revendiquer que deux millions d'utilisateurs mensuels. Si l'on observe les internautes se connectant au moins une fois par jour, le réseau de Donald Trump peut revendiquer 513 000 utilisateurs, contre plus de 250 millions pour Twitter.

L'ancien président américain, candidat déclaré pour l'élection de 2024, enjolie



«Truth Social est devenu un phénomène. La semaine passée, il y a eu des chiffres plus importants que toutes les autres plateformes»

DONALD TRUMP

donc totalement la situation. Sur son propre réseau social, il est suivi par 4,37 millions de personnes, soit 19 fois moins que sur Twitter. Sur Truth Social, l'homme d'affaires ne dispose donc pas d'un mégaphone mondial. Mais Truth Social est plus important que d'autres réseaux sociaux alternatifs. En septembre, son site web comptait 1,7 million de visiteurs uniques aux Etats-Unis, selon la société de recherche SimilarWeb, contre environ 350 000 pour des sites tels que Gab, Parler, Gettr, MeWe et Minds.

Depuis des mois, Truth Social souffre d'un manque de visibilité. Si l'application pour iOS (iPhone) a été approuvée rapide-

ment par Apple cet été, Google n'a donné son feu vert pour son système Android que le 13 octobre dernier. Initialement, Google avait jugé insuffisante la modération des contenus sur la plateforme de l'ancien président américain. Mi-octobre, la multinationale américaine justifiait le feu vert donné à l'app Truth Social car son éditeur avait finalement accepté de la mettre à jour pour s'assurer que son règlement sur le retrait des messages d'incitation à la violence soit appliqué.

A noter aussi que tant les apps de Truth Social que son site web ne sont accessibles qu'aux Etats-Unis. Pourquoi? Ce n'est pas clair. Il y a apparemment un problème avec le nom «Truth Social», protégé dans l'Union européenne selon le site spécialisé Worldtrademarkreview.com. Il est aussi possible que Donald Trump ne veuille pas confronter son réseau social aux futures lois européennes sur la modération de contenu. Enfin, il semble probable que le candidat à l'élection présidentielle de 2024 cherche avant tout à cibler une audience américaine pour galvaniser ses futurs électeurs.

Théories complotistes

Et justement, que trouve-t-on sur Truth Social? Donald Trump est un utilisateur fervent de sa plateforme. Début septembre, il avait posté à lui seul 88 messages en l'espace de vingt-quatre heures, selon un décompte réalisé par le *New York Times*. Parmi ces messages figuraient plusieurs contrevérités et théories complotistes. Par exemple, le fait qu'un agent du FBI à la retraite était à l'origine de la perquisition de sa propriété de Mar-a-Lago le 8 août et de l'enquête sur les liens éventuels de sa campagne avec la Russie. Ou le fait qu'il devrait être réinstallé à la présidence parce que l'élection de 2020 était frauduleuse. «Déclarez le vainqueur légitime ou, et ce serait la solution minimale, déclarez l'élection de 2020 irrémédiablement compromise et organisez une nouvelle élection, immédiatement!», écrivait alors notamment Donald Trump.

L'ancien président partage souvent des écrits liés au mouvement complotiste QAnon, sans risque de se faire censurer. Une récente étude de l'association Pew Research Center indique que la majorité des membres de Truth Social partagent les mêmes vues politiques que Donald Trump. La majorité des messages fait surtout référence aux armes, à l'assaut du Capitole début 2021 et à la vaccination contre le coronavirus. ■

MAIS ENCORE

Migros songerait à regrouper ses supermarchés

Le géant du commerce de détail Migros pourrait s'engager dans une réorganisation profonde de sa structure en regroupant tous les supermarchés et les activités qui y sont liées sous une société indépendante. Ce projet, qui affaiblirait la centrale, est décrit comme une «révolution», ont rapporté différents médias dont «Bilanz» et «Schweiz am Wochenende». Contacté par l'agence AWP, le porte-parole de Migros «ne valide pas ce qui a paru dans les médias». (AWP)

EN BREF

Chômage: baisse de la durée d'indemnisation de 25%

Une baisse de 25% de la durée d'indemnisation pour tous les demandeurs d'emploi ouvrant des droits à partir du 1er février: le gouvernement a frappé fort lundi en présentant sa nouvelle réforme de l'assurance chômage jugée «inacceptable» par tous les syndicats. Un chômeur qui aurait eu droit par exemple à 12 mois d'indemnisation dans le système actuel n'aura plus droit qu'à neuf mois. Un plancher minimal de six mois sera préservé. Les premiers impacts sont donc attendus à partir du 1er août. Aujourd'hui, la durée d'indemnisation est appliquée selon le principe «un jour travaillé, un jour indemnisé», avec un maximum de 24 mois pour les moins de 53 ans, 30 mois pour les 53-54 ans et 36 mois pour les 55 ans ou plus. AWP

Flambée des prix des carburants en France

Les prix des carburants routiers se sont envolés la semaine dernière en France, en raison de la baisse à la pompe des remises de l'Etat et de TotalEnergies. Le gazole s'est vendu à un prix moyen national de 1,9059 euro le litre, soit 10,39 centimes de plus que la semaine précédente, selon des chiffres du Ministère français de la transition écologique arrêtés vendredi et publiés lundi. L'essence sans plomb 95-E10 a augmenté de 13,40 centimes, à 1,7514 euro le litre. Le sans plomb 95 coûtait 1,7828 euro le litre, en hausse de 9,73 centimes. L'explosion des prix est liée à la baisse, le 16 novembre, des remises jusqu'alors en vigueur sur le litre de carburant: celle de 30 centimes d'euro a diminué à 10 centimes, et celle de TotalEnergies est passée de 20 à 10 centimes. Ces deux remises de 10 centimes resteront en vigueur jusqu'au 31 décembre. AFP

PUBLICITÉ

L'excellence s'apprend.
Cours présentiels et en ligne. Axés sur la pratique.

Analyste financier & gestionnaire de fortunes avec diplôme fédéral CIIA

AZEK SWISS TRAINING CENTRE FOR INVESTMENT PROFESSIONALS
www.azek.ch